

LISTE DES TRAVAUX INTERDITS ET REGLEMENTES AUX JEUNES TRAVAILLEURS DE MOINS DE 18 ANS

Avant d'affecter un jeune à des travaux réglementés aux mineurs de moins de 18 ans, l'employeur ou le chef d'établissement scolaire doit disposer, chacun en ce qui le concerne, d'une dérogation de l'inspecteur du travail pour le lieu de formation et fournir, ensuite, à l'administration des informations individuelles propres à chaque jeune.

La dérogation octroyée pour les besoins de la formation est désormais attachée au lieu d'accueil du jeune et non plus à chaque jeune.

La dérogation est accordée pour une durée de 3 ans, sous réserve de respecter une série de conditions, définies par la réglementation, lesquelles sont autant de garanties pour la santé et la sécurité des jeunes en formation.

1. Quels sont les jeunes concernés ?

Sont concernés les jeunes âgés **d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans** qu'ils soient en formation professionnelle ou en emploi. Les jeunes âgés **de moins de 15 ans** ne peuvent donc pas être affectés aux travaux interdits et réglementés.

Pour les élèves relevant de l'enseignement agricole, seules les formations conduisant à la délivrance d'un diplôme professionnel ou technologique (CAPA, BPA, baccalauréat professionnel ou technologique., BP, BTS, CS..) sont concernés, **que ce soit pour les travaux effectués dans l'établissement scolaire ou pour ceux effectués lors des périodes de formation en milieu professionnel.**

2. Quels sont les travaux visés par la demande d'autorisation de déroger ?

Les travaux interdits ou réglementés pour les jeunes âgés de quinze ans à moins de dix-huit ans sont codifiés aux articles D. 4153-15 à D. 4153-37 du code du travail.

Vous trouverez donc ci-après, une liste indicative des travaux et équipements de travail nécessaire à la formation.

Ces listes ont été établies avec l'aide des équipes pédagogiques des établissements d'enseignement de la région, par année d'enseignement et respectent donc la progression pédagogique des jeunes.

Elles ont été organisées selon 3 catégories :

Colonne A	Colonne D	Colonne I
Il s'agit des travaux non réglementés pour lesquels le travail des jeunes est possible, sans avoir à solliciter l'autorisation de l'inspecteur du travail.	Il s'agit des travaux réglementés pour lesquels le travail des jeunes n'est possible qu'après avoir obtenu une autorisation de l'inspecteur du travail.	Il s'agit des travaux réglementés pour lesquels le travail des jeunes est interdit pour des raisons réglementaires ou liés à l'évolution pédagogique.

Enfin, il existe des dérogations individuelles **permanentes**. Dans ces cas, il n'est pas nécessaire de demander une autorisation à l'inspecteur du travail. Elles concernent :

- a) les jeunes travailleurs titulaires d'un diplôme ou d'un titre professionnel correspondant à l'activité professionnelle qu'ils exercent, sous réserve de l'avis favorable du médecin du travail ou du médecin chargé de leur suivi ;
- b) les jeunes affectés à certains travaux électriques, **sous réserve de disposer d'une habilitation, et dans les limites de cette habilitation** ;
- c) la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage si le jeune est titulaire d'une **autorisation de conduite** ;
- d) les manutentions manuelles de charges, sous réserves d'un avis médical d'aptitude autorisant au port de charges correspondant à plus de 20 % du poids du jeune.

3. Qui demande la dérogation ?

Chaque responsable de lieu de formation présente une demande d'autorisation de déroger.

Doivent donc adresser une demande de dérogation à l'inspection du travail :

- les employeurs qui accueillent des jeunes en formation en alternance ou en stage.
- les chefs d'établissement d'enseignement et/ou de formation.

La demande doit être faite par l'employeur et par le chef d'établissement scolaire chacun en ce qui le concerne. Il appartient au chef d'établissement de s'assurer que l'employeur qui accueille des élèves, des étudiants ou des jeunes en stage, a effectivement obtenu l'autorisation de dérogation. Il est souhaitable que cette autorisation de déroger soit visée dans la convention de stage.

4. Quels sont les lieux de formation ?

Ce peut être l'exploitation, un ou plusieurs établissements de l'entreprise ou une partie seulement tel qu'un atelier. Seuls les lieux où les jeunes peuvent être affectés à des travaux réglementés font l'objet de la demande de dérogation.

Pour les établissements d'enseignement ou des centres de formation, les salles ou plateaux techniques sont à préciser sur la demande, le reste de l'établissement n'étant pas concerné par celle-ci. Dans tous les cas, le lieu et la nature de la formation doivent être clairement et précisément définis.

5. Les conditions de la dérogation

L'employeur ou le chef d'établissement doit désormais satisfaire à 4 conditions préalables correspondant aux obligations de sécurité prévues par le code du travail :

- Avoir procédé à l'évaluation des risques ;
- Avoir, à la suite de cette évaluation, mis en œuvre les actions de prévention nécessaires ;
- Avoir respecté les obligations en matière de santé et de sécurité au travail mises à sa charge pour les lieux qui font l'objet de la demande de dérogation ;
- Avoir pris les mesures pour assurer l'encadrement du jeune en formation par une personne compétente durant l'exécution des travaux.

Les documents justifiant du respect de ces conditions, y compris le document unique d'évaluation des risques (DUER), sont tenus à la disposition de l'inspection du travail dans l'établissement scolaire ou l'entreprise d'accueil.

6. Le contenu de la demande de dérogation :

Les informations et pièces à fournir à l'inspection du travail à l'appui de la demande de dérogation, sont les suivantes :

- a) le secteur d'activité de l'entreprise ou de l'établissement (SIREN, SIRET) ;
- b) Les travaux interdits susceptibles de dérogation nécessaires à la formation professionnelle et pour lesquels l'autorisation de déroger est demandée ;
- c) les différents lieux de formation connus au moment où la demande de dérogation est déposée et les formations professionnelles assurées ;
- d) les équipements de travail, précisément identifiés, nécessaires aux travaux mentionnés y compris les équipements portatifs et loués ;
- e) la qualité ou la fonction de la ou des personnes compétentes chargées d'encadrer les jeunes pendant l'exécution des travaux précités.

La demande de dérogation est adressée à l'inspecteur du travail, territorialement compétent pour l'entreprise ou l'établissement de formation demandeur (coordonnées à la fin du document).

7. L'avis médical

Avant toute affectation de jeunes à des travaux réglementés, l'employeur et le chef d'établissement doit s'assurer de la délivrance d'un avis médical préalable.

Seuls les médecins chargés du suivi individuel de l'état de santé des jeunes en formation professionnelle peuvent valablement délivrer cet avis médical qui porte sur la capacité du jeune à suivre une formation professionnelle déterminée. L'avis rendu par un médecin traitant ne peut pas être pris en compte au titre de cette réglementation.

L'avis médical est à renouveler chaque année. Il vaut à la fois pour l'affectation à des travaux réglementés dans l'établissement de formation et dans l'entreprise.

Pour les élèves qui partent en stage, c'est à l'établissement scolaire de prendre en charge la délivrance de cet avis : **un seul avis médical par jeune est nécessaire.**

8. Les informations relatives à chaque jeune affecté à des travaux réglementés :

L'employeur et le chef d'établissement auxquels une autorisation de déroger a été accordée doit transmettre à l'inspecteur du travail, dans un délai de **8 jours à compter de l'affectation de chaque jeune aux travaux en cause**, des informations complémentaires concernant les jeunes accueillis en formation, à savoir :

- les prénoms, nom et date de naissance de chaque jeune ;
- la nature de la formation professionnelle suivie, sa durée et les lieux de formation connus ;
- **l'avis médical individuel d'aptitude à procéder à ces travaux ;**
- le document attestant de l'information et de la formation à la sécurité dispensée aux jeunes ;
- les prénoms, nom et qualité ou fonction de la personne ou des personnes compétentes chargées d'encadrer le ou les jeunes pendant l'exécution des travaux en cause.

En cas de modification des données initiales, les informations mises à jour sont à communiquer dans un délai de 8 jours.

9. Points de vigilance :

Conduite de tracteurs : Pour être autorisés, ils doivent être équipés d'une structure de protection contre le renversement et d'une ceinture de sécurité.

Travaux dans le cadre d'un groupement d'employeur, GAEC ou CUMA : Les lieux de formation et les équipements de travail mis en commun dans ce cadre sont identifiables au moment de la demande. Il appartient à l'employeur qui fait la demande de préciser ces éléments dans sa demande d'autorisation de déroger.

Chantiers extérieurs : Seuls les chantiers connus par l'entreprise d'accueil au moment de la demande sont à identifier dans la demande. Néanmoins, l'employeur indique, à la demande de l'inspection du travail, le lieu de travail de chacun des salariés.

Renouvellement de l'autorisation : Le renouvellement de la demande d'autorisation doit intervenir 3 mois avant l'expiration de l'autorisation de dérogation en cours de validité.

En cas de modification des éléments ayant permis la délivrance de la dérogation pour 3 ans, il appartient à l'employeur et au chef d'établissement de formation d'en informer l'inspecteur du travail qui peut, le cas échéant, modifier sa décision.

10. Le contrôle de l'inspection du travail :

L'inspecteur du travail vérifie le respect des dispositions en matière de santé et sécurité concernant les travaux, les équipements et les produits objet de la demande. Il vérifie également l'existence du DUER et la mise en œuvre des actions de prévention concernant les risques relatifs aux postes de travail sur lesquels la formation sera assurée (*voir supra, point 5*).

L'inspecteur du travail se prononce dans un délai de **2 mois** à compter de la réception de la demande. Le silence gardé à l'issue de ce délai vaut autorisation de déroger. La décision administrative indique les travaux, équipements de travail et lieux de formation pour lesquels la dérogation est accordée.

Cette décision peut être contestée en cas de refus dans le délai **d'un mois** à compter de sa réception, devant le ministre du travail, et dans un délai de 2 mois devant le tribunal administratif.

10. Renseignements complémentaires :

DIRECCTE - UT Somme

Section agricole

40, rue de la Vallée

80042 AMIENS

☎ 03.22.22.41.35

📠 03.22.22.41.12

✉ dd-80.inspection-agricole@direccte.gouv.fr

DIRECCTE - UT Aisne

Section agricole et ferroviaire

Cité Administrative

02016 LAON Cedex

📞 03.23.26.35.27

📠 03.23.26.75.08

✉️ dd-02.inspection-agricole@direccte.gouv.fr